Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätswerke

Band: 63 (1972)

Heft: 26

Rubrik: Generalversammlung des SEV = Assemblée générale de l'ASE

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

BULLETIN

DES SCHWEIZERISCHEN ELEKTROTECHNISCHEN VEREINS

Gemeinsames Publikationsorgan des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins (SEV)
und des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätswerke (VSE)

Allocution présidentielle

présentée à l'Assemblée générale de l'ASE du 25 août 1972 à Berne

par *R. Richard*

Tant la lutte contre la destruction de notre environnement que celle combattant l'emballement économique sont des problèmes touchant l'espèce humaine tout entière. Les efforts devraient commencer par une éducation, voire une rééducation de la population dans les domaines de la limitation du gaspillage et de la consommation anarchique, de la lutte contre la souillure du bien public et du bien d'autrui, du combat contre les pertes et la recherche du rendement en matière technique, enfin et surtout dans le domaine de l'explosion démographique et de la prolifération sans frein; car, à long terme, ce dernier facteur finira par compromettre tous les efforts entrepris dans les domaines cités, quels qu'en soient l'ampleur, le nombre et l'efficacité. Or, l'histoire nous l'indique, il semble que, dans le domaine démographique, la production raisonnée soit une meilleure méthode que la destruction planifiée ...

Par ces quelques remarques, on laisse clairement entendre que, sur les plans économique et écologique qui nous occupent, l'usage de leviers dirigistes douteux ou incertains est à proscrire de la lutte. Malheureusement, il en est de ces domaines comme de la science militaire: parce que chaque Suisse accomplit une école de recrues, gère un budget familial ou tout simplement vit, il se déclare compétent, tant au Conseil national qu'au café du commerce, pour débattre d'un avion de chasse ou de l'opportunité d'installer des centrales nucléaires sur notre sol ou encore de la méthode idoine d'approvisionner notre pays en énergie électrique.

Ainsi, le luxueux, colorié et très sérieux rapport de notre société sœur et amie, l'Union des Centrales Suisses d'électricité, mentionne que les écologistes préconisent une restriction de la consommation d'énergie afin de freiner notre développement économique emballé. C'est une galéjade, les économistes se trompent, on le verra plus loin. Dans nos conseils gouvernementaux, on met en doute la valeur de la croissance économique pour l'humanité; on se demande s'il ne faudrait pas renoncer à de nouvelles centrales nucléaires; on affirme, paraît-il, qu'il n'y a plus de place dans notre pays pour une expansion. On reprend les idées de certain professeur pour mettre en doute la possibilité de satisfaire la consommation et d'étendre l'approvisionnement de l'énergie électrique afin de réfréner le gaspillage individuel d'énergie.

Ces remarques relèvent davantage du domaine de l'économie que de celui de l'écologie, ce qui ne signifie pas que le problème qu'elles soulèvent soit moins important ou moins urgent. En effet, en matière d'économie, on ne peut pas, comme en d'autres sciences, expérimenter facilement en laboratoire ou, comme en certaines techniques, travailler avec aisance sur modèle réduit. L'économiste travaille presque constamment en vraie grandeur et dans la matière définitive elle-même. Au stade de la recherche et de l'étude, il en est donc réduit aux seules ressources de son intelligence, de sa pensée, qu'il confronte avec la situation présente ou le passé récent. Toute théorie et toute construction échafaudées sur un syllogisme ou sur une erreur de jugement non reconnus à temps auront donc des conséquences désagréables, voire désastreuses tôt ou tard. Lorsqu'on s'apercevra de sa faute, le processus sera engagé; on ne pourra plus que le dévier, au mieux le modifier mais non remonter dans le temps pour l'effacer et recommencer à zéro. C'est pourquoi il me paraît opportun, dans ce domaine, de ne laisser aucune idée inexplorée, fût-ce une idée fausse. Il sied d'éviter absolument que, si l'idée n'est pas correcte, elle ne fasse malgré tout trop de chemin pour rester totalement inoffensive.

Fort de cette opinion, je voudrais, par quelques traits, souligner l'incongru des idées de tout à l'heure:

– Arithmétiquement parlant tout d'abord et sachant que l'électricité ne représente que 15 % du bilan énergétique global, si on parvenait, par des mesures propices, à stabiliser la consommation électrique, on ne diminuerait le gaspillage d'énergie que de quelques maigres pour-cent, soit de façon insignifiante.

– Il y a lieu de se demander où se loge le gaspillage dont on parle. N'est-il pas d'abord dans le chauffage des locaux où, fenêtres et radiateurs ouverts simultanément, on envoie dans l'atmosphère les calories coûteusement produites, où on néglige l'isolation des bâtiments pour diminuer quelque peu un coût de construction? Le gaspillage n'est-il pas également dans le trafic automobile, où on déplace quelque 1000 kg de tare pour moins de 100 kg de poids utile? Or, ces deux domaines absorbent, à eux seuls, quasi les $^3/_4$ de la consommation totale d'énergie et l'électricité n'y joue qu'un rôle mineur, sinon insignifiant et ce n'est pas en la restreignant qu'on changera quoi que ce soit.

Laissons, d'autre part, à plus capable le soin de disserter sur l'utilité ou la nocivité de la croissance économique pour l'humanité ou encore de déterminer si l'expansion de notre pays a atteint son point culminant. Contentons-nous d'ad-

mettre un instant qu'il y a là une part au moins de vérité. Un frein à la croissance de la consommation électrique serait-il alors un moyen de combattre l'emballement de la croissance économique ou la saturation de notre expansion?

Rien n'est moins sûr car, à l'échelon qui nous occupe, soit au niveau de la production, une limitation nous paraît devoir toucher aussi bien le ménage, l'hôtellerie ou la banque que l'industrie ou l'artisanat. Je vous laisse imaginer les conséquences, pour notre pays et pour notre tourisme, d'une limitation de la fourniture d'électricité à l'hôtellerie, par exemple sous quelle forme que ce soit.

D'autre part, et en supposant qu'on puisse avoir une certaine efficacité par le truchement du domaine de la traction, on soulèverait d'emblée une vague de protestations jusque chez les écologistes eux-mêmes si on décidait de ne laisser circuler qu'un tram et qu'un train sur deux.

Enfin, la possibilité de n'appliquer des restrictions qu'à une catégorie de consommateurs, l'industrie, et qu'à un genre d'utilisation, la force motrice, à l'exclusion de la lumière ou de l'automation, est plus que problématique. De plus, serait-il possible d'atteindre, sans distinction, tous les secteurs industriels, de l'alimentation au secteur des machines, en passant par la construction et l'habillement? Et même si on pouvait n'atteindre que les domaines mécanique et thermique de la consommation électrique industrielle, ce serait inacceptable. Il suffit, pour s'en convaincre, de songer à ce qui se passe sur le plan syndical et politique lorsqu'une industrie veut ou doit licencier quelques ouvriers.

D'aucuns prétendent que les industriels pourraient se retourner en utilisant des groupes de secours ou des installations thermiques. Cela reviendrait à remplacer, dans une ville ou à ses abords, une énergie éminemment propre par une énergie moins propre; d'où nouveau conflit avec les écologistes, eux-mêmes à l'origine de notre raisonnement.

On le voit, comme ce serait totale aberration de supprimer les forêts pour freiner la consommation de papier ou de limiter l'importation de nourriture pour freiner l'explosion démographique, c'est faux de vouloir priver l'économie d'une part de cette matière première qu'est, pour elle, l'électricité, afin de freiner son expansion. Les dangers encourus par notre pays ensuite d'une pénurie chronique d'énergie électrique seraient, pour longtemps, bien plus élevés que ceux que nous subissons par les risques écologiques des installations de productions car, indépendamment de l'énergie électro-mécanique, visant à soulager l'effort individuel, l'électricité est présente derrière chaque acte de la vie. Vouloir empêcher d'accomplir leur devoir à ceux qui se sont chargés d'en assurer l'approvisionnement, même sans cesse croissant, c'est vouloir faire reculer la civilisation, ce qui est probablement aussi difficile que de vouloir freiner le temps. Comme tous ceux de la branche, l'Association suisse des électriciens est consciente qu'on ne peut et ne doit pas freiner la fourniture de l'électricité et que, si quelque chose devait s'accomplir dans ce domaine, c'est la demande qui devrait croître plus lentement. Or, un tel mouvement n'est pas amorçable par le truchement des électriciens; il doit venir du sein des consommateurs eux-mêmes. Nous ne pouvons donc qu'être solidaires avec ceux qui tentent de faire entendre la voix du bon sens et de la raison.

Après ces quelques réflexions traitant de l'électricité en général, passons aux affaires de notre association. Tant sur le plan des contacts avec les autorités ou avec les autres sociétés que sur celui de la normalisation ou des essais et aussi bien à l'échelon national qu'international, nous nous sommes efforcés d'agir dans le sens de la politique de collaboration, d'harmonisation et de travail en commun esquissée dans mon allocution de l'an dernier.

C'est aussi dans ce cadre que se sont poursuivies les discussions en vue de l'établissement d'une nouvelle convention, remplaçant celle de 1959, dénoncée l'an passé, et fixant les éléments de la collaboration entre l'UCS et l'ASE. Malheureusement, nos pourparlers n'ont pas encore abouti à un texte qui puisse vous être soumis pour approbation.

Sur le plan international, les efforts de collaboration avec les sociétés sœurs des autres pays d'Europe, entrepris dès 1970, ont abouti à la création d'un «Comité d'action», réunissant les représentants des sociétés de quelques pays et chargé de mettre sur pied une «CONVENTION» entre les Sociétés nationales d'électriciens d'Europe occidentale. Parmis les buts qu'on se propose d'atteindre ici, citons la collaboration à l'organisation de manifestations bi- ou multinationales du domaine de l'électricité, la promotion de l'information de nos membres, la publication d'articles sélectionnés, etc.

En matière de normalisation, la collaboration internationale s'intensifie sans que le travail à l'échelon national perde de sa valeur. Toutefois, les organisations internationales s'imbriquent de plus en plus sur le plan de la normalisation. Prescriptions techniques et normalisation permettent aussi de limiter la liberté du commerce. C'est pourquoi, dans ce domaine également, les organisations politiques cherchant à construire des relations commerciales aussi libres que possible ont fait plusieurs pas vers la suppression de barrières existantes ou l'empêchement de contraintes nouvelles. Notre riche législation en vigueur dans le domaine électrique, entrave parfois les efforts entrepris. Jusqu'ici, la CENEL, organisation non étatique dans le cadre de la CEI, s'occupait seule de ces problèmes dans les pays de la CEE et de l'AELE; mais, depuis peu, des organisations paragouvernementales comme l'ECE (Economic Council of Europe) et le GATT (General Arrangements on Trade and Tarif) s'en préoccupent aussi. Enfin, même si rien n'est encore expressément prévu dans ce domaine, le contrat d'association Suisse/CEE accentuera cette tendance. Une telle évolution réclame de l'ASE, organisation chargée de la normalisation électrique, des efforts augmentés, sur le plan international particulièrement, pour remplir sa mission de représentant de l'électrotechnique suisse reconnu des instances officielles.

Dans le cadre de la «Communauté européenne pour l'approbation de l'Equipement électrique» (CEE), les travaux préparatoires en vue de l'introduction d'un «signe d'admission», valable dans l'Europe entière, approchent de leur fin. Celui-ci devrait diminuer les frais en n'exigeant des essais que dans deux, voire dans un seul pays pour son obtention. Ici encore, la législation suisse en vigueur complique notre problème, mais les difficultés pourront probablement être éliminées dans le cadre des révisions légales nécessitées par le développement de la nouvelle politique commerciale.

Le comité de l'ASE et le CES suivent cette évolution avec attention dans ses conséquences possibles pour l'association et ses institutions.

Tant la collaboration, sur les plans de la connaissance ou du commerce, que la normalisation ou la réglementation ne

vont pas sans frais. Permettez-moi de rappeler que la normalisation vise deux buts: la sécurité et la compétitivité. Si la compétitivité est essentiellement commerciale et doit, de ce fait, être financée avant tout par les intéressés, la sécurité concerne tout le monde, du producteur au consommateur, en passant par le commerçant. On peut donc se demander si la couverture financière de la face «sécurité» de la normalisation ne devrait pas être un acte de solidarité de tous les intéressés: industriels, producteurs et distributeurs d'électricité, commerce, consommateurs.

En 1971, l'activité de normalisation a coûté fr. 735 000.– à l'association, sans les dépenses relatives à la participation des institutions de contrôle. Si, de ce montant, vous déduisez l'apport des imprimés par fr. 220 000.– et celui de l'UCS par fr. 100 000.–, c'est fr. 415 000.– qu'il a fallu couvrir par les cotisations des membres et les recettes des institutions de contrôle, à raison de ½ chacune. Mais, l'an prochain, la part UCS pour la section B tombe et le déficit de l'association, sans les institutions de contrôle, est budgeté à fr. 431 500.–, malgré l'apport de fr. 250 000.– supplémentaires en provenance des cotisations augmentées. La couverture de ce déficit chronique pose un problème difficile et je pense qu'on ne pourra le résoudre, à la longue, qu'avec la collaboration des autres instances intéressées.

Dans le cadre de la planification entreprise, le problème immobilier a été, évidemment, considéré également. Ensuite des efforts de la CEE en vue de faciliter l'octroi d'un «signe d'admission» d'une part, et, d'autre part, au vu de la situation en Suisse, en matière de station d'essais haute puissance ou haute tension, on peut penser que les perspectives d'agrandissement des laboratoires d'essais actuels sont limitées. D'autre part, l'extension des relations internationales et des activités de normalisation et l'augmentation de notre activité de service envers les membres en général, laisse entrevoir un besoin de locaux de bureaux qui ira croissant. Cela nous a conduits à renoncer à la création d'une station d'essais décentralisée et à chercher à asseoir mieux notre activité à la Seefeldstrasse. Une étude a été confiée à un bureau d'architecture. Elle a montré qu'avec l'achat de deux propriétés voisines à vendre, les besoins d'extension prévisibles étaient assurés. L'opération fut faite et, à la fin de 1971, la propriété voisine de 1753 m², avec une maison familiale, sise à la Zollikerstrasse 234 était acquise pour fr. 1 666 000.–. Une autre villa, sur une parcelle de 1555 m² à la Seefeldstrasse 295 fut achetée au début de 1972 pour le prix de fr. 1 171 000.–. En outre, diverses servitudes, grevant la région, ont été radiées à cette occasion ou le seront tantôt. Le terrain de Jona, devenu ainsi libre, a été vendu à l'un de nos membres, les PTT, au début de l'année pour fr. 2 862 000.–, ce qui, compte tenu d'une inflation annuelle moyenne de 4 %, correspond au montant investi lors de l'achat, il y a déjà plus de 9 ans.

Un dernier point encore:

Pour répondre au vœu d'un certain nombre de nos membres, les comités de l'UCS et de l'ASE se sont efforcés de concentrer sur une seule journée les Assemblées générales où les dames ne sont pas présentes. Désireux cependant de leur conserver un attrait allant au-delà du seul intérêt administratif et cherchant à offrir à nos membres, aux plus jeunes en particulier, un intérêt supplémentaire, nous avons pensé adjoindre, cette année, aux Assemblées générales, une réunion technique traitant d'un sujet que nous croyions susceptible d'intéresser le plus grand nombre. L'écho rencontré par notre manifestation sur l'optoélectronique de ce matin semble nous montrer que l'initiative était heureuse et, tout en cherchant à la polir encore, nous pensons la récidiver.

Par ces quelques considérations, je déclare ouverte la 88e Assemblée générale ordinaire de l'Association Suisse des Electriciens.

Adresse de l'auteur:
M. *R. Richard*, directeur, Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA), Fluhmattstrasse 1, 6002 Lucerne.

Protokoll der 88. (ordentlichen) Generalversammlung des SEV

Freitag, 25. August 1972, 14.30 Uhr im Kursaal Bern

Der **Vorsitzende,** R. Richard, Direktor der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt Luzern, Präsident des SEV, eröffnet nach Begrüssung der Gäste die Versammlung um 14.40 Uhr mit der Ansprache, die im Bulletin des SEV 1972, Nr. 26, Seite 1543 wiedergegeben ist. Hierauf gedenkt er der Mitglieder des SEV, die seit der letzten Generalversammlung gestorben sind:

1. Freimitglieder des SEV

Bürgis Jean, –, Schönenberg
Ganz Rudolf, 1884, Betriebsleiter, Kriens
Gervasoni Pierre, 1889, Ingenieur, Montagnola
Hofstetter Hermann, 1896, Ingenieur, Basel
Jaques Robert, 1899, ingénieur, Carrières (France)
Rochat Viktor, 1890, Ingenieur, Barcelona
Rüegg Albert, 1900, Ingenieur, Zurzach
Steiner Ernst Dr., 1889, alt Direktor des Energie-Konsumenten-Verbandes, Zürich
Wanner Otto, 1898, Ingenieur, Basel
Weiss Hans, 1899, Ingenieur, Zürich
Zumbühl August, Ingenieur, St. Gallen
Zubler Max, 1883, Ingenieur, Stettlen

2. Ordentliche Einzelmitglieder

Althaus Arthur, 1910, Kaufmann, Nänikon-Greifensee
Bauchiero Giuseppe, –, Ingenieur, Monza
Bertschinger Adolf, 1905, Ingenieur, Basel
Boletzky von Gleb, 1909, Ingenieur, Basel
Bourquin Fred, 1927, Techniker, Bern
Carlo Louis, ingénieur, Genève
Clemang Jean, directeur, Walferdange (Luxembourg)
Hediger Eduard, 1902, Ingenieur, Brunnen
Kälin Albert, 1920, Elektroinstallateur, Flawil
Lehner Gottlieb, 1909, Direktor der «Elektrowirtschaft», Männedorf
Menod Emile, 1900, technicien, Clarens
Meyer Gottlieb, 1915, Prokurist, St. Gallen
Möckli Albert, 1886, alt Direktor, Generaldirektion PTT, La Neuveville
Schmid Willy, 1899, Kaufmann, Zürich

(Die Versammelten erheben sich zum Gedenken an die Toten von ihren Sitzen.)

Der **Vorsitzende** hält fest, dass gemäss Art. 10 der Statuten die Einladung und Traktandenliste für die Generalversammlung den Mitgliedern durch Publikation im Bulletin des SEV 1972, Nr. 15, rechtzeitig zugegangen sind.

Die Anwesenden genehmigen die Traktandenliste ohne Bemerkungen und beschliessen für die Durchführung der Abstimmungen und Wahlen die offene Abstimmung.

Trakt. 1

Wahl zweier Stimmenzähler

Als Stimmenzähler werden auf Vorschlag des **Vorsitzenden** *gewählt:* **W. Häsler**, Spiez, und **R. Gonzenbach,** Zürich.

Trakt. 2

Protokoll der 87. (ordentlichen) Generalversammlung vom 25. September 1971 in Flims.

Das Protokoll der 87. Generalversammlung vom 25. September 1971 in Flims, veröffentlicht im Bulletin des SEV 1971, Nr. 24, S. 1160...1164, wird ohne Bemerkungen *genehmigt.*

Trakt. 3

Genehmigung des Berichtes des Vorstandes über das Geschäftsjahr 1971; Kenntnisnahme vom Bericht des Schweizerischen Elektrotechnischen Komitees (CES) über das Geschäftsjahr 1971; Abnahme der Rechnung 1971 des Vereins und der Rechnung 1971 des Denzler-Fonds; Voranschlag 1973 des Vereins.

Die Versammlung fasst ohne Diskussion über die folgenden Anträge des Vorstandes Beschluss:

a) Der Bericht des Vorstandes über das Geschäftsjahr 1971 wird genehmigt.

b) Vom Bericht des CES über das Geschäftsjahr 1971 wird Kenntnis genommen.

c) Zu den Rechnungen 1971 des Vereins und der Denzlerstiftung bemerkt der **Vorsitzende:** Die Rechnungsablagen für 1971 des Vereins und der Denzlerstiftung finden Sie im Bulletin Nr. 15. Im gleichen Heft finden Sie die Anträge des Vorstandes an die Generalversammlung veröffentlicht. Zur Vereinsrechnung 1971 verweist er auf einige Erläuterungen, die er in seiner Einleitung gegeben hat. Ergänzend bemerkt er folgendes: Auf der Einnahmenseite macht uns der Erlös aus der Drucksachenrechnung für das Bulletin gewisse Sorgen. Zufolge der rasch steigenden Druckkosten vermindert sich dieser Ertrag von Jahr zu Jahr und lässt die Gesamtrechnung für das Bulletin (inkl. Redaktionskosten) immer stärker defizitär werden. Der Fehlbetrag erreichte 1971 rund Fr. 130 000.– gegenüber Fr. 102 000.– im Jahr vorher und Fr. 56 000.– vor zwei Jahren. Auf der Ausgabenseite spiegelt sich die Schwierigkeit wieder, qualifiziertes Personal für das Sekretariat zu gewinnen. Trotz erhöhter spezifischer Personalkosten ging der totale Personalaufwand gegenüber 1970 um gut 5 % zurück. Es sei diesbezüglich bemerkt, dass in den letzten 5 Jahren der Personalbestand des Sekretariates um 25 % gesunken ist. Glücklicherweise konnte diese arbeitsmässig unerfreuliche Situation seit Anfang 1972 bis heute verbessert werden. Andererseits haben die Bürokosten eine Erhöhung um mehr als 9 % erfahren, hauptsächlich herrührend von erhöhten Materialausgaben, was sich auch in der Erhöhung des Warenaufwandes für die Publikationen widerspiegelt.

Pro memoria erwähnt der **Vorsitzende** den Stand der Personalfürsorgestiftung des SEV per Ende 1971: Fr. 519 479.54.

Hierauf werden die Rechnungen 1971 des Vereins und des Denzler-Fonds *genehmigt.*

d) Zum Voranschlag 1973 macht der **Vorsitzende** folgende Bemerkungen: Auf der Einnahmenseite kommen die neuen Mitgliederbeiträge zur Auswirkung. Auch der Erlös aus dem Verkauf der Vorschriften und Publikationen ist höher budgetiert, sind doch nicht nur sehr viele neue Publikationen zu erwarten, sondern müssen auch deren Preise den gestiegenen Druckkosten angepasst werden. Dagegen fällt die Pauschalentschädigung (Beitrag des VSE an die Kosten der Sektion B des CES) weg.

Auf der Aufwandseite verzeichnen die Personalkosten, welche 55–60 % der Totalausgaben ausmachen, eine starke Erhöhung. Diese ist die Folge einerseits der Inflation, andererseits der Notwendigkeit, den Personalbestand auf die frühere Grösse zu ergänzen, damit wir die Verpflichtungen gegenüber unsern Mitgliedern erfüllen, und wenn möglich unsere Dienstleistungen noch verbessern können.

Hierauf wird der Voranschlag 1973 des Vereins *genehmigt.*

Trakt. 4

Genehmigung des Berichtes der Technischen Prüfanstalten (TP) über das Geschäftsjahr 1971; Abnahme der Rechnung 1971 TP; Voranschlag 1973 der TP.

Auf Befragen des **Vorsitzenden** werden ohne Diskussion genehmigt:

a) Bericht der TP über das Geschäftsjahr 1971;
b) Rechnungen 1971 der TP;
c) Voranschlag 1973 der TP.

Trakt. 5

Abnahme der Gewinn- und Verlustrechnung 1971 und der Bilanz des SEV; Bericht der Rechnungsrevisoren; Beschluss über die Verwendung des verfügbaren Erfolges der Gewinn- und Verlustrechnung des SEV; Voranschlag 1973.

Die Gewinn- und Verlustrechnung pro 1971 und die Bilanz des SEV sind im Bulletin Nr. 15 veröffentlicht, ebenso der Bericht der Rechnungsrevisoren. Ergänzend bemerkt der **Vorsitzende** folgendes: Der Betriebserfolg konnte gegenüber 1970 um rund Fr. 600 000.– verbessert werden. Die hauptsächlichen Gründe für dieses erfreuliche Resultat sind:

- Wegfall des Einkaufes der Lohnerhöhungen in die Pensionskasse, um eine temporäre Überversicherung als Konsequenz der 8. AHV-Revision zu vermeiden.
- Personalmangel
- Reorganisations- und Rationalisierungsmassnahmen.

Im neutralen Erfolg des Jahres 1970 sind zusätzlich Fr. 200 000.– enthalten, welche aus der Auflösung einer Rückstellung herrühren. Aus diesem Grunde ist der 1971 aus der Anlage des Vermögens tatsächlich erzielte Ertrag um rund Fr. 150 000.– höher als 1970. Andererseits spiegelt sich in der Bilanz der Kauf der Nachbarliegenschaft, Zollikerstrasse 234, welcher Ende des Berichtsjahres getätigt wurde.

Auf Befragen des **Vorsitzenden** werden diskussionslos folgende Beschlüsse gefasst:

a) Die Gewinn- und Verlustrechnung 1971 des SEV und die Bilanz vom 31. Dezember 1971 werden *genehmigt*.

b) Das Ergebnis der Gewinn- und Verlustrechnung von Franken 443 620.15 wird folgendermassen verwendet:

Erhöhung des Betriebskapitals	Fr. 100 000.—
Zuweisung an die freie Reserve	Fr. 60 00.—
Ausserordentliche Abschreibung auf der Liegenschaft Zollikerstrasse 234	Fr. 200 000.—
Zuweisung an Personalfürsorgestiftung	Fr. 50 000.—
Zuweisung an die Risikoreserve des SEV	Fr. 10 000.—
Vortrag auf neue Rechnung	Fr. 23 620.15
Total	Fr. 443 620.15

c) Der Voranschlag für 1973, veröffentlicht im Bulletin Nr. 15 wird *genehmigt*.

d) Für die unter den Traktanden 3, 4 und 5 genehmigten Berichte, Rechnungen, Bilanz 1971, Voranschlägen 1973 sowie vorgeschlagene Verwendung des Gesamterfolges 1971 erteilt die Generalversammlung dem Vorstand und den verantwortlichen Organen einstimmig *Décharge*.

Trakt. 6

Festsetzung der Jahresbeiträge der Mitglieder gemäss Art. 6 der Statuten.

Den Anträgen des Vorstandes, veröffentlicht im Bulletin Nr. 15, wird diskussionslos *zugestimmt*.

Trakt. 7

Statutarische Wahlen

Wahl zweier Rechnungsrevisoren und ihrer Suppleanten.

Der **Vorsitzende:** Am 31. Dezember wird Herr Dr. Georg Weber seine dritte dreijährige Amtszeit im Vorstand beendet haben und wird uns gemäss Art. 14 der Statuten verlassen müssen. Obwohl diese Zäsur noch nicht unwiderruflich vollzogen ist, möchte ich die heute sich bietende Gelegenheit nicht ungenutzt verstreichen lassen, ihm unsern wärmsten Dank auszusprechen. Herr Dr. Weber hat in den verflossenen neun Jahren einen nicht zu unterschätzenden Teil seiner sonst schon knapp bemessenen Zeit zum Wohle unseres Vereins geopfert. Seine ausserordentlichen Sachkenntnisse, seine starke Persönlichkeit und seine angeborene Gabe für die Unternehmungsführung waren uns stets eine wertvolle Hilfe. Seine Stellungnahmen auf finanziellem und wirtschaftlichem Gebiet wurden immer stark beachtet und haben in hohem Masse dazu beigetragen, die Führung der Geschäfte unseres Vereins auf industrieller Basis zu ermöglichen.

Als Vorsitzender des Programmausschusses, 1969–1971, war er für die Organisation und Durchführung verschiedener technischer Veranstaltungen unseres Vereins verantwortlich, ganz speziell für die internationale Tagung über Leistungsthyristoren auf elektrischen Triebfahrzeugen, welche weltweites Echo ausgelöst hat. Darüberhinaus vertrat Herr Dr. Weber mit grossem Erfolg die Interessen des SEV in verschiedenen wichtigen Organisationen und Gremien, im besonderen im Vorstand der Schweizerischen Normenvereinigung.

Herr Dr. Weber verlässt uns, aber wir wissen, dass er uns seine wertvolle Mitarbeit in verschiedenster Form weiterhin zur Verfügung stellen wird.

Wir freuen uns, Herr Dr. Weber, dass wir somit auf Ihre Hilfe zählen dürfen und danken Ihnen herzlich dafür.

Der **Vorsitzende:** Statutengemäss umfasst der Vorstand 11–13 Mitglieder. Nachdem der Vorstand nach dem Ausscheiden von Herrn Dr. Weber aus 12 Herren besteht, verzichten wir im gegenwärtigen Moment auf einen Vorschlag für eine Ersatzwahl.

Der **Vorsitzende:** Die Herren H. Hohl, directeur du Service de l'électricité de la Ville de Bulle und F. Knobel, Präsident des Verwaltungsrates der Fr. Knobel & Co. AG, Ennenda, als Revisoren sowie H. Landert, Delegierter des Verwaltungsrates der Landert-Motoren AG, Bülach, als Suppleant, sind bereit, ihr Amt auch für 1973 zu übernehmen. Herr Jean Klaus, directeur des Services électriques de la Vallée de Joux, Le Sentier ist am 31. Januar dieses Jahres für uns ganz unerwartet verstorben. Herr Klaus wurde von der Generalversammlung 1966 erstmals für das Jahr 1967 zum Suppleanten gewählt. Wir bleiben ihm dafür dankbar, dass er sich zur Verfügung gestellt hat. Namens des Vorstandes danke ich den Herren Hohl und Knobel wärmstens für ihre für den SEV als Revisoren geleistete Arbeit und gebe gerne unserer Genugtuung darüber Ausdruck, dass sie und Herr Landert sich uns für ein weiteres Jahr zur Verfügung stellen.

Die Generalversammlung *wählt* durch Handerheben als Rechnungsrevisoren für 1973 die Herren

H. Hohl, directeur du Service de l'électricité de la Ville de Bulle, Bulle, und

F. Knobel, Präsident des Verwaltungsrates der Fr. Knobel & Co. AG, Ennenda,

und als Suppleanten für 1973 Herr

H. Landert, Delegierter des Verwaltungsrates der Landert-Motoren AG, Bülach, und auf Vorschlag des Vorstandes als neuen Suppleanten, Herr

R. Perréaz, directeur de la Société des Forces Motrices de l'Avançon, Bex.

Trakt. 8

Vorschriften, Regeln, Leitsätze

Der **Vorsitzende:** Ich erinnere daran, dass die 78. Generalversammlung vom 29. September 1962 dem Vorstand im Sinne des Auftrages, internationale Empfehlungen der CEI als schweizerische Regeln zu übernehmen, folgende Vollmacht erteilt hat:

– Übernahme und Inkraftsetzung von CEI-Publikationen als Regeln des SEV, mit oder ohne Zusatzbestimmungen des SEV,

sobald sie nach Ausschreibung im Bulletin SEV und Erledigung allfälliger Einsprachen die Zustimmung der Mitglieder sowie gegebenenfalls Genehmigung durch das Eidg. Post- und Eisenbahndepartement erlangt haben.

Nachdem die Übernahme internationaler Publikationen, bei deren Ausarbeitung die Kommissionen des SEV aktiv beteiligt sind, mehr und mehr zum Normalfall wird, werden rein schweizerische Regeln immer seltener. Aus diesem Grunde haben wir Ihnen dieses Jahr nur Antrag zur Erteilung der Vollmacht für die Publikation als SEV-Regeln eines einzigen Dokumentes zu stellen; es ist dies:

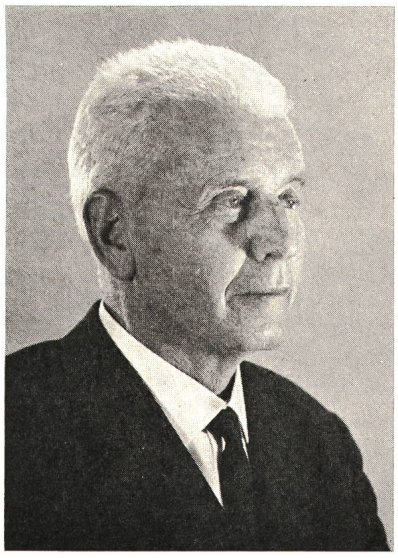
– Revision der Publikation SEV 4001.1960 «Erdung elektrischer Anlagen ans Wasserleitungsnetz».

Die Generalversammlung *erteilt* dem Vorstand *Vollmacht*, den erwähnten Entwurf in Kraft zu setzen.

Ehrungen

Der **Vorsitzende:** Es ist für den Präsidenten eine besondere Freude, dass er Ihnen heute zwei Persönlichkeiten zur Auszeichnung vorschlagen darf, die sich um die Elektrotechnik im allgemeinen, um den SEV im besondern verdient gemacht haben.

Herr Prof. *Eduard Gerecke* ist sicher allen in der Elektrotechnik Tätigen nicht nur bestens bekannt, sondern ein Begriff. Mit der ihm eigenen Erfindungsgabe, konsequenter Denkart und Zähigkeit entwickelte er den pumpenlosen Quecksilber-Dampfgleichrichter, welchem er als Ingenieur bei der Firma Sécheron in Genf zum internationalen Durchbruch verhalf. Es zeugt für seinen vorausblickenden Geist, dass er als einer der Ersten die Möglichkeiten der Halbleitertechnik erkannte, und es war für den kompromisslosen Wissenschafter und Ingenieur bezeichnend, dass er sich – sozusagen sein eigenes Kind verleugnend – mit aller Energie, der Entwicklung und der Anwendung der Halbleitertechnik zuwandte. 1948 habilitierte E. Gerecke sich an der ETH-Z und wurde 1952 zum ordentlichen Professor für allgemeine Elektrotechnik gewählt. Mit Initiative und Elan setzte er sich für die Modernisierung des Unterrichtsplanes ein und begeisterte eine stetig wachsende Zahl von Studenten für die Belange der Elektrotechnik. Bald verlagerte sich sein Hauptinteresse auf die neuen Gebiete der Automatik und der industriellen Elektronik, auf denen Prof. Gerecke grösste Verdienste erwarb. Er beschränkte sich nicht auf die wissenschaftliche Forschung an der ETH, sondern bemühte sich überall, die erarbeiteten Kenntnisse einem möglichst breiten Fachkreis zugänglich zu machen. So profitierten nicht nur seine Studenten, Assistenten und wissenschaftlichen Mitarbeiter von seinem Wissen, sondern auch eine grosse Zahl von nationalen und internationalen Fachorganisationen, welche er zum Teil mitbegründen half, oder welchen er als Mitglied oder Vorsitzender ein aktiver Förderer war. 1968 würdigte die Technische Hochschule Darmstadt seine Verdienste durch die Verleihung des Titels eines Ehrendoktors der technischen Wissenschaften. Obwohl Prof. Gerecke seine Tätigkeit als Dozent an der ETH am 1. Oktober 1968 beendigte, blieben ihm noch viele Aufgaben und Probleme, an welchen er als nimmermüder Wissenschafter und Forscher weiterarbeitet.



Prof. Dr. e.h. Eduard Gerecke
Ehrenmitglied des SEV

Der Vorstand beantragt Ihnen, Herrn Prof. Gerecke mit folgender Würdigung zum Ehrenmitglied des SEV zu ernennen:

IN ANERKENNUNG
seines langjährigen erfolgreichen Wirkens
als Ingenieur in der Industrie,
der als Forscher und Konstrukteur auf dem Gebiet
der Stromrichtertechnik wegweisende Entwicklungen
durchgeführt und neuartige Lösungen eingeführt hat;
als Wissenschafter und Dozent
an der Eidgenössischen Technischen Hochschule Zürich,
der durch grundlegende theoretische und praktische Arbeiten
sowie der Entwicklung neuartiger mathematischer Methoden
die Anwendung der Halbleitertechnik im Bereich der Automation
nachhaltig gefördert und beeinflusst hat;
als Mitglied verschiedener Fachkollegien
des Schweizerischen Elektrotechnischen Komitees;
als Mitbegründer und erster Präsident
der Schweizerischen Gesellschaft für Automatik (SGA);
als Mitbegründer
der Internationalen Fachmesse für industrielle
Elektronik (INEL);
als aktiver Förderer verschiedener
internationaler Fachorganisationen auf dem Gebiet der Automation
und der angewandten Mathematik,
wird Herr Dipl. Ing. ETH, Dr. e. h.
EDUARD GERECKE
zum Ehrenmitglied des SEV ernannt.
So beschlossen an der 88. Generalversammlung des
SCHWEIZERISCHEN ELEKTROTECHNISCHEN VEREINS
am 25. August 1972 in Bern

(Grosser Beifall)

Mit Ihrem Beifall haben Sie Herrn Prof. Ed. Gerecke zum Ehrenmitglied ernannt. Ich gratuliere ihm herzlich und bitte ihn, die Ernennungsurkunde und die Wappenscheibe in Empfang zu nehmen.

(Prof. **Ed. Gerecke** begibt sich zum Vorsitzenden, nimmt die Urkunde und Wappenscheibe entgegen und bedankt sich.)

Dr. h.c. Theodor Laible
Ehrenmitglied des SEV

Der **Vorsitzende:** Herrn Dr. h. c. *Theodor Laible,* dipl. Elektroingenieur ETH-Zürich, kennen wir alle als eminenten Spezialisten auf dem Gebiet der Berechnung rotierender elektrischer Maschinen sowie der Theorie der Übertragung elektrischer Energie in grossen Netzen, ganz speziell im nichtstationären Betrieb.

Nach der Diplomierung zum El.-Ing. blieb Th. Laible der ETH-Z noch während 6 Jahren treu und vertiefte seine Kenntnisse der theoretischen Elektrotechnik als Assistent und wissenschaftlicher Mitarbeiter bei Herrn Prof. K. Kuhlmann.

1934 wechselte er zur Maschinenfabrik Oerlikon, in deren Studienbüro er die ihn begeisternde Lebensaufgabe fand. Konfrontiert mit den Problemen der Berechnung aller Arten rotierender Maschinen entwickelte er ganz speziell die theoretischen Grundlagen und praktischen Berechnungsmethoden für Synchronmaschinen sowie für deren Betrieb im Rahmen grosser Netzverbände. Die dabei erarbeiteten Erkenntnisse legte er in seinem vielbeachteten Werk «Die Theorie der Synchronmaschine im nichtstationären Betrieb», welches 1952 veröffentlicht wurde, sowie in unzähligen Artikeln von höchstem technischen Niveau nieder.

1960 wurde Th. Laible mit der Leitung des inzwischen stark angewachsenen Studienbüros der MFO betraut. Auch in dieser

Stellung fand der über ein ungewöhnlich breites Wissen verfügende Ingenieur immer wieder Zeit, sich allen neu auftretenden Problemen zu widmen und jedem seiner Mitarbeiter Berater, Helfer und Förderer zu sein. Mit seiner Fähigkeit, die schwierigsten Probleme einfach und klar darzustellen und verständliche Lösungswege aufzuzeigen, mit seiner bescheidenen Art und seiner Liebenswürdigkeit war er für alle, die mit ihm in Kontakt kamen, ein Vorbild.

1968 würdigte die ETH-Z seine wissenschaftlich-technischen Leistungen durch die Verleihung des Ehrendoktors der technischen Wissenschaften. Zurückgetreten von der Leitung des Studienbüros bearbeitet Herr Dr. Laible weiter als Assistent der technischen Direktion grundsätzliche theoretische Probleme; wir alle sind davon überzeugt, dass er noch vieles zur Vertiefung der Kenntnis der theoretischen Grundlagen der elektrischen Maschinen und zur Verfeinerung von deren Berechnungsmethoden beitragen wird.

Der Vorstand beantragt Ihnen, Herrn Dr. Laible, mit folgender Würdigung zum Ehrenmitglied des SEV zu ernennen:

IN ANERKENNUNG
seines langjährigen erfolgreichen Wirkens
als hervorragender Ingenieur in der Industrie,
der durch seine systematische Forschungs- und Entwicklungstätigkeit auf dem Gebiet der Theorie und Berechnung
von Wechselstrommaschinen, speziell von Synchronmaschinen
grosser Leistung sowie über das Verhalten
vermaschter Übertragungsnetze im
nichtstationären Betrieb grundlegende Erkenntnisse
geschaffen und neue mathematische Methoden
entwickelt hat;
als Verfasser verschiedener
technisch-wissenschaftlicher Publikationen über
die Theorie der Synchronmaschine
und der Übertragungsnetze,
speziell im nichtstationären Betrieb;
als Mitglied der Studienkommission
des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins
für die Regelung grosser Netzverbände;
als Mitglied verschiedener Fachkollegien
des Schweizerischen Elektrotechnischen Komitees
wird Herr Dipl. Ing. ETH, Dr. h. c.
THEODOR LAIBLE
zum Ehrenmitglied des SEV ernannt.

So beschlossen an der 88. Generalversammlung des
SCHWEIZERISCHEN ELEKTROTECHNISCHEN VEREINS
am 25. August 1972 in Bern

(Grosser Beifall)

Mit Ihrem Beifall haben Sie Herrn Dr. Th. Laible zum Ehrenmitglied ernannt. Ich gratuliere ihm herzlich und bitte ihn, die Ernennungsurkunde und die Wappenscheibe in Empfang zu nehmen.

(Dr. **Th. Laible** begibt sich zum Vorsitzenden, nimmt die Urkunde und Wappenscheibe entgegen und bedankt sich.)

Trakt. 10

Wahl des Ortes der nächsten Generalversammlung

Der **Vorsitzende** gibt bekannt, dass eine Einladung vorliegt und erteilt Herrn Direktor J. J. Martin das Wort.

J. J. Martin, kaufmännischer Direktor der Société Romande d'Electricité, Montreux, lädt namens der SRE ein, die Generalversammlung 1973 in *Montreux* abzuhalten.

Der **Vorsitzende:** Sie haben die Worte von Herrn Martin gehört. Ich danke ihm und seinen Auftraggebern herzlich.

Mit Ihrem Beifall haben Sie die Einladung angenommen. Der VSE wird in seiner folgenden Generalversammlung über diese Einladung beschliessen. Die Jahresversammlung des SEV und VSE von 1973 wird unter Vorbehalt der Zustimmung des VSE, demzufolge in Montreux stattfinden.

Trakt. 11

Verschiedene Anträge von Mitgliedern (siehe Statuten Art. 10, Abs. 3)

Es sind keine Anträge eingegangen.

Der **Vorsitzende** dankt den Anwesenden für ihre Teilnahme und schliesst die 88. ordentliche Generalversammlung des SEV.

Zürich, 20. Oktober 1971

Der Präsident: *R. Richard*

Der Direktor: *E. Dünner*

Commission Electrotechnique Internationale (CEI)

Sitzungen des CE 5, Turbines à vapeur, vom 7. bis 9. September 1972 in Paris

Haupttraktandum dieser Sitzungen war das 75seitige Dokument *5(Secrétariat)49,* Proposition du Secrétariat pour la révision de la Publication 46 de la CEI: Recommandations concernant les turbines à vapeur – Deuxième partie: Règles pour les essais de réception. Die Schweiz hatte dazu auch Bemerkungen einzureichen. Sie wurden in Paris vom Berichterstattenden als Dokument *5(Paris/Switzerland)3* verteilt und vertreten.

Der Vorsitzende, Dr. F. Dollin, machte zu Beginn auf die in den schriftlichen Stellungnahmen zutage getretenen, grundlegend verschiedenen Auffassungen über die Messungenauigkeit aufmerksam. Nach einer längeren Diskussion wurde trotzdem versucht, das Dokument 5(Secrétariat)49 als Grundlage für Versuche mit sehr kleiner Ungenauigkeit zu nehmen und für normale Messungen und Turbinen eine Festlegung auf später zu verschieben. Ungefähr die Hälfte des Sekretariatsvorschlages wurde durchberaten.

Zusammen mit der deutschen Delegation gelang es schliesslich doch, eine für alle Turbinen gültige Prüfvorschrift vorzuschlagen. Diese soll folgenden Aufbau erhalten:

1. Generelle Grundlagen, Abnahme,
2. Code für genaue Messungen grosser Kondensationsturbinen,
3. Code für normale Messungen von Industrie- und anderen Turbinen,
4. Abnahme der Regelung,
5. Eventuelle lärmtechnische Abnahme.

Zu ihrer Ausarbeitung wurde die Bildung einer Arbeitsgruppe beschlossen. Dr. F. Dollin wird deren Vorsitz übernehmen. Sie hat die Aufgabe, das Dokument 5(Secrétariat)49 gemäss der obigen Aufteilung umzuarbeiten, wobei sie die Ergebnisse der bisherigen Beratungen nur ändern darf, wenn neue technische Argumente vorliegen. Zum Teil 4, Abnahme der Regelung, wird die russische und die deutsche Delegation je einen Vorschlag unterbreiten. Zur Erledigung ihrer Aufgabe wurde der Arbeitsgruppe eine Frist von 1½ Jahren eingeräumt. Die nächste Sitzung des CE 5 soll 1974 in Bukarest stattfinden.

A. Schwarzenbach